Dialogue avec un jeune agriculteur

Dominique FESSARD, 29 ans est éleveur à Rougemontiers dans l'Eure. Il est marié à Brigitte, enseignante en mathématiques dans un lycée professionnel à Rouen. Ils ont un enfant, Guillaume.

Après un BEPA (Brevet d'étude professionnelle Agricole) et un BPREA (Brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole) à Canappeville, Dominique s'est installé en 1994, en reprenant des parts dans un GAEC (Société agricole). Au départ des fondateurs du GAEC, Dominique reprend l'ensemble avec sa mère qui rentre dans la société. Elle apporte aussi l'exploitation familiale. Il y a regroupement des deux exploitations. Le père, à la retraite, participe aussi aux travaux.

La structure actuelle comprend 115 ha, 75 vaches laitières (70 % de Normandes, 30 % d'Holsteins). Ils ont un quota de production de 450 000 litres de lait par an. L'alimentation est essentiellement à base de maïs, de betteraves et d'herbe pâturée.

•

Dominique, qu'est-ce qui t'a conduit à devenir éleveur ?

— Mes parents étant éleveurs, j'ai toujours été intéressé par la ferme. Même mes vacances, je les passais à aider sur la ferme. Je le faisais par envie, mes parents ne me l'ont jamais imposé. Ce ne sont pas eux qui me poussaient à y travailler.

Si j'allais en vacances ailleurs, sur l'exploitation de quelqu'un de ma famille, j'aimais aussi y travailler. Être éleveur devenait ma vocation. C'est donc tout naturellement que j'ai commencé à faire des études agricoles.

Je pensais bien faire le métier de mes parents, mais pas dans les mêmes conditions. L'exploitation était petite (30 vaches et 27 ha), et donc peu mécanisée. Il n'y avait pas de salle de traite, tout le travail se faisait dans l'étable. C'était dur.

C'est après mon BEPA qu'il y a eu l'opportunité de devenir associé dans l'exploitation où je suis maintenant.

Mais tu étais encore trop jeune à l'époque pour être associé ?

— Oui et j'avais encore le service militaire à faire. Les cédants ont accepté d'attendre que je le fasse. En contrepartie, pour montrer que j'étais attaché à cette exploitation, tous les week-ends et pendant les permissions, j'allais y travailler. C'est que le métier me plaisait vraiment et je voulais le faire.

Vu la situation actuelle de l'agriculture, t'installerais-tu aujourd'hui ?

— Je pense que je chercherais à être salarié agricole quelque temps. C'est sans doute ce que j'aurais fait auparavant si je n'avais pas eu l'opportunité de devenir associé.

Si cette même opportunité se présentait à moi aujourd'hui, je ne sais pas si je répondrais oui tout de suite. Les contraintes et le contexte pour s'installer aujourd'hui sont plus difficiles.

Un jeune qui s'installe doit prévoir la mise aux normes de son élevage si ce n'est pas encore fait. *(Celle de l'exploitation de Dominique n'est pas encore faite.)* Ce sont de gros investissements.

D'autre part le prix de vente de la viande est bas et il n'est pas certain que les quotas laitiers seront maintenus après 2006. Il est difficile d'envisager aujourd'hui une installation sereine en élevage laitier, alors que la future politique européenne sur le lait n'est pas encore définie.

Pour toi, comment évaluer l'impact de la crise de la vache folle et la fièvre aphteuse ?

— Cela a d'abord des conséquences sur le moral. J'ai été obligé de nourrir des animaux quelques mois en plus car je ne pouvais pas les vendre. Davantage de travail pour un prix bradé.

Je vends les vaches de réforme dans le cadre d'un contrat avec les magasins Carrefour. Avant la crise je les vendais 18 F/kg, après ce fut 10 F. Cela veut dire environ 20 000 F de moins depuis Noël. Mais ce qui est aussi difficile à accepter, c'est qu'ils refusent maintenant

d'acheter tous les animaux ayant un handicap bénin comme une boiterie ou qui ont une blessure qui demande qu'on les abatte. On ne veut plus que des animaux impeccables. Pas de risques !

Pour limiter l'impact économique de la crise, j'ai prolongé la lactation des vaches devant être réformées et vendu des génisses pleines à la place. Cependant il faut bien les vendre un jour. Mais à 14 F/kg, faut-il finir de les engraisser ou les vendre tout de suite ? On doute sur l'avenir, on ne sait plus trop quoi faire, on marche au jour le jour.

As-tu des regrets d'avoir choisi ce métier ?

— Non, car je l'aime, ce métier est ma vocation. Quelqu'un qui le fait parce qu'il a pu facilement reprendre une exploitation, mais qui n'est pas motivé parce qu'il ne réussit pas, doit sans doute le regretter.

D'autre part, pour moi, les conditions de travail se sont améliorées depuis mon installation. En mécanisant un peu plus l'exploitation, ce qui m'a libéré du temps pour autre chose, j'ai pu obtenir de meilleurs résultats sur les cultures et le lait.

J'ai fait le choix aussi d'avoir un salarié une fois par semaine en lien avec quatre autres agriculteurs. Au début mon père ne m'a pas trop compris. Il aurait préféré se mécaniser encore plus.

Qu'est ce qui motive ce choix d'avoir un employé ?

— Cet employé m'a permis plusieurs choses. Dégager du temps pour faire autre chose sur l'exploitation ou être plus présent à la famille. Prendre du temps pour bien faire le travail, sans être souvent pressé : entre autres, libérer mon père, s'il le souhaite, de certaines tâches. Mieux surveiller les animaux. Faire plus de travaux qui demandent d'être deux : ainsi, j'ai pu réaliser des petits projets que je voulais faire depuis mon installation.

Mais avoir un employé coûte cher ?

— C'est vrai, cela revient à environ 3 000 F/mois mais je m'y retrouve sûrement. On est plus *cool* dans le travail, on travaille mieux. C'est difficile d'évaluer les répercussions économiques mais il y en a sans doute une.

As-tu des projets d'avenir ?

— Je suis en train d'adhérer à la charte de Bonnes Pratiques en élevage. Cela m'oblige de respecter certaines conditions. Par exemple avoir une armoire à pharmacie. Je suis en train de le faire. C'est une démarche volontaire, mais qui certifiera une bonne conduite de l'élevage.

J'ai d'autres améliorations en vue pour la stabulation, le parcours des animaux. Le problème c'est qu'il faudrait faire cela tout de suite dans le cadre de la mise aux normes de l'élevage pour ne pas avoir à casser les bétons neufs. Or tous les dossiers sont bloqués. J'ai cherché à déposer un dossier, mais cela ne sert à rien, car il ne devrait pas y avoir de financement avant quatre ans. Alors que faire ?

Avec ces incertitudes sur l'avenir (aides pour les mises aux normes, quotas laitiers) que faut-il faire ? Prévoir des améliorations pour le nombre actuel d'animaux, prévoir plus, ou attendre ?

On est dans le flou. De toute façon, il faudra que l'on sache s'adapter rapidement à toutes les évolutions que nous devrons faire dans un contexte européen et mondial qui ne cesse de changer. C'est ce que les agriculteurs ont toujours su faire jusque là. Mais à quel prix !

Dominique FESSARD
propos recueillis par
Frère Emmanuel ÉBLÉ
Prieuré N.-D.-des-Bois
Canappeville (Eure) ■